

Moins de bébés, plus de vieux

Nos pensions toujours en danger

Les coûts économiques et sociaux des bouleversements démographiques en cours sont énormes. L'Etat-providence est de plus en plus sous tension. Un tournant historique qui nécessite des politiques visionnaires.





«Il n'y a pas de ministre de la Démographie, en Belgique.» Le constat posé par Philippe De Bruycker, professeur à l'ULB, spécialiste de l'immigration et de l'asile, est révélateur. Les questions démographiques intéressent peu les politiques. Au sein de l'Union européenne, dont la population est particulièrement vieillissante, seuls deux pays possèdent actuellement un ministère dédié: la Croatie et la Slovaquie. Or, tous les voyants sont au rouge. Comme le notait récemment le magazine français *L'Express*, «la chute des naissances, le vieillissement accéléré et, dans quelques décennies, le dépeuplement, marquent une rupture historique, qui va bouleverser la politique, l'économie et la géopolitique». Depuis 2012, le solde naturel de l'UE est négatif. Autrement dit, il y a plus de décès que de naissances. En 2025, l'UE a enregistré 7,7 naissances pour 10,7 décès pour 1.000 habitants, soit un solde naturel de -3,0‰. C'est l'un des plus bas au monde, avec celui de la Russie. La population européenne est en train de disparaître, lentement mais sûrement.

L'Union s'est cependant réjouie, en juillet dernier, de voir que le nombre de ses habitants avait encore augmenté, en 2025, de plus de 700.000 unités. Par quel tour de magie? En réalité, c'est le solde migratoire (la différence entre le nombre d'individus qui immigreront et ceux qui émigreront) qui permet de sauver la donne (*lire par ailleurs*). En Belgique, la situation est identique. Le recul des naissances y est permanent depuis 2010 et il s'accroît même depuis quatre ans. Le taux de fécondité, qui mesure le nombre d'enfants par femme en âge de procréer, est désormais de 1,4, selon Statbel. Il n'a jamais été aussi bas, bien qu'il soit



«Il faut concevoir une transition démographique, comme on doit concevoir une transition énergétique.»



GETTY

en dessous du seuil de renouvellement des générations depuis le début des années 1970. Ici aussi, le solde migratoire est le moteur de la croissance démographique. Celui-ci reste relativement stable depuis une vingtaine d'années, tournant autour des 50.000 personnes, avec un pic significatif en 2022 dû à l'arrivée de réfugiés ukrainiens.

Parallèlement, le vieillissement s'accroît. La cohorte des *baby-boomers* arrive en fin de carrière professionnelle, gonflant solidement la masse des retraités depuis quelques années. En Belgique, les 65 ans et plus représentaient 16% de la population il y a 30 ans, et près de 21% en 2026, soit un Belge sur cinq. Les seniors deviennent de plus en plus nombreux par rapport aux personnes en âge de travailler. Au cours des 30 dernières années, ce taux de dépendance est passé de 27 à 36 personnes âgées pour 100 Belges actifs. L'évolution est considérable et pèse sur les finances du pays. En 1975, la Belgique comptait quatre cotisants par pensionné; aujourd'hui, elle n'en recense que deux.

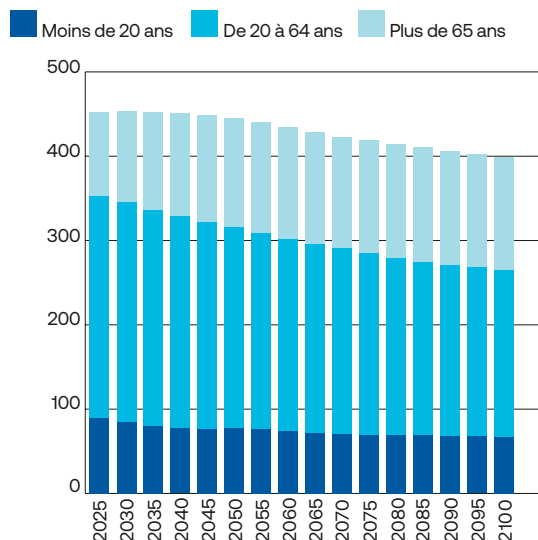
Dans son dernier rapport, daté de juillet, le Comité d'étude sur le vieillissement (CEV) a calculé que les dépenses sociales devraient augmenter de 25,7% à 27,2% du produit intérieur brut (PIB) entre 2025 et 2070, soit de 1,5 point de pourcentage. Il s'agit bien évidemment d'une projection, et non d'une prévision, qui repose, pour la même période, sur une croissance annuelle de la productivité belge de 1,1% (celle-ci mesure l'efficacité avec laquelle les facteurs de production – travail et capital – génèrent la richesse nationale). Mais si ce chiffre descendait à 0,9%, ajoute le CEV, alors les dépenses sociales augmenteraient de 3,3%. «Donc, avec une diminution de la croissance de productivité de deux petits dixièmes, on arrive à une augmentation au moins deux fois plus grande des dépenses sociales, c'est énorme, relève Jean Hindriks, spécialiste en économie publique à l'UCLouvain. Cela montre à quel point la situation est extrêmement sensible et que, même si la réforme des pensions adoptée par l'Arizona a permis de faire baisser ce chiffre (*NDLR: la hausse était estimée à 1,7 point de PIB l'an dernier*), cela ne règle pas tout.»

Un nouveau monde

Pour le CEV, le plus grand défi, désormais, porte cependant moins sur les dépenses de pensions que sur les coûts de soins de santé, dont l'accroissement serait essentiellement le fait du vieillissement. Mais tous les économistes ne sont pas d'accord avec

La population de l'Union européenne en 2100

Projection de la population européenne jusqu'en 2100, par tranche d'âge, en millions d'habitants



Source: Eurostat • Les projections d'Eurostat reposent sur un ensemble d'hypothèses concernant l'évolution future de la fécondité, de la mortalité et du solde migratoire.

ce constat. Pour Philippe Defeyt, de l'Institut pour un développement durable (et ancien élu Ecolo), c'est une erreur d'attribuer la quasi-totalité de l'augmentation des dépenses de soins de santé au grisonnement de la population. «Seul un tiers de celle-ci est attribuable au vieillissement, nuance-t-il. Le reste, ce sont les salaires, la revalorisation du personnel soignant, les techniques de pointe, les nouveaux implants, etc. Voilà des années qu'on surestime la facture due au vieillissement.» C'est d'autant plus vrai que l'espérance de vie augmente de moins en moins. Elle stagne même chez les femmes. «Par ailleurs, l'espérance de vie en bonne santé, elle, continue de progresser, poursuit l'économiste. Ce n'est donc pas l'âge mais l'état des personnes qui est important, et cela devrait donner des projections différentes, comme l'a déjà évoqué le Bureau du Plan.»

Quoi qu'il en soit, face à ce nouveau monde démographique qui s'installe, il faudra trouver ...

... des solutions rapides. Pour Jean Hindriks, il est urgent que l'équipe De Wever mette en place une pension complémentaire avec un taux de cotisation de 3%, comme prévu dans l'accord de gouvernement. «On n'en parle absolument pas dans la réforme des pensions. Or, la généralisation d'un second pilier progressif peut pallier progressivement l'érosion démographique, qui est elle aussi progressive. Mais il faut commencer le plus tôt possible, pour que les jeunes travailleurs d'aujourd'hui aient une pension décente.»

Philippe Defeyt, lui, conseille de se pencher sur les aidants proches, qui sont de plus en plus souvent obligés de rogner sur leur temps de travail pour s'occuper d'un parent mal en point qu'ils n'ont pas les moyens de placer en maison de repos et de soins. «Or, réduire son temps de travail signifie moins de participation aux finances de l'Etat, insiste-t-il. Il y a là un désinvestissement politique. Je ne suis pas certain que le projet de garantie autonomie, qui permettrait de financer l'aide et les soins à domicile pour les personnes qui ne sont plus autonomes tout en les maintenant à la maison, trouve une majorité au parlement de Wallonie. Ce serait d'autant plus dommage que cela créerait aussi de l'emploi.»

Retarder la dénatalité

Les défis démographiques nécessitent donc des politiques un tant soit peu visionnaires. Mais «le nez dans le guidon» et les yeux rivés sur le prochain scrutin électoral prédominent. Ce constat est le même en matière de dénatalité. Les jeunes font de moins en moins d'enfants, pour différentes raisons, notamment financières. Or, le gouvernement flamand vient de sabrer substantiellement dans les allocations familiales et son homologue wallon serait bien tenté de suivre son exemple. Si la tendance à la dénatalité semble être une lame de fond, mieux vaut la retarder le plus possible. «On calcule le taux de fécondité en faisant des moyennes et c'est ainsi qu'on se situe à 1,43 enfant en Belgique actuellement, mais de plus en plus de jeunes n'en font pas du tout, alerte le Pr Hindriks. Dès lors, quand on passe de une à zéro naissance, ce taux va plonger... Et s'il y a un nombre significatif de familles sans enfant, le système social tel qu'il a été pensé jusqu'ici sera à bout de souffle. Il faut concevoir une transition démographique, comme on doit concevoir une transition énergétique.» ●



GETTY

Pourquoi ne fait-on plus d'enfants?

David de la Croix, économiste à l'UCLouvain, s'intéresse depuis longtemps aux thématiques démographiques et au financement des pensions. Pour lui, et c'est l'objet de sa dernière étude, la baisse de la natalité est due à la «non-parentalité». «Le passage à la parentalité est de plus en plus faible pour plusieurs raisons, économiques ou de carrière, mais le déterminant le plus important est que les gens sont de moins en moins en couple, développe-t-il. Or, c'est tout de même souvent en couple qu'on a un enfant. Les chiffres sont sidérants et chutent quasi partout dans le monde. Selon l'ONU, en 1960, près de 90% des femmes entre 25 et 39 ans étaient en couple, contre à peine 65% aujourd'hui.» Pour expliquer cette évolution, le chercheur pointe la théorie de la sociologue anglaise Alice Evans. Selon elle, les gens passent moins de temps avec le sexe opposé, surtout à cause des écrans. La hausse

du nombre de célibataires coïncide avec la diffusion massive des smartphones et, comme les écrans sont répandus sur toute la planète, le phénomène est devenu mondial. «En donnant accès à toutes sortes de loisirs addictifs, les écrans ont réduit le besoin de rencontrer d'autres personnes dans la vraie vie, renchérit le Pr de la Croix. On perd ainsi la capacité de se draguer, tout simplement.» Révélateur: à Séoul, en Corée du Sud, où l'indice de fécondité est particulièrement bas (0,8) depuis les années 2000, des bars de drague (ou *hunting bars*) ont vu le jour il y a environ 15 ans. Les jeunes clients, qui ne peuvent être âgés de plus de 30 ans, doivent patienter sur deux files distinctes devant l'entrée, selon le sexe, pour maintenir un équilibre à l'intérieur. Certains bars ont intégré des tablettes numériques à leurs tables pour échanger des messages. Mais le but est de se rencontrer, voire de se séduire. En vrai.